

**Concours externes et second concours interne spécial de recrutement
des professeurs des écoles**

Session 2010

Epreuve orale blanche d'entretien

- **1^{ère} partie** : préparation : 1 heure ; exposé : 10 minutes ; entretien : 15 minutes ;
- **2^{ème} partie** : exposé portant sur le domaine des arts visuels, de la littérature de jeunesse ou d'une expression musicale : 10 minutes incluant les 3 à 5 minutes d'interprétation ou de lecture du texte ; entretien : 15 minutes.

La première partie prend appui sur un dossier de quatre pages maximum fourni par le jury. Elle consiste en un exposé suivi d'un entretien avec le jury. L'exposé porte sur l'étude du dossier dont le candidat dégage les idées essentielles. L'entretien avec le jury permet de vérifier, au travers de l'étude du dossier par le candidat, ses connaissances relatives au programme de cette partie de l'épreuve ainsi que son aptitude à se situer par rapport au métier de professeur des écoles et à mettre en relation ses connaissances et sa réflexion dans le domaine de l'éducation.

Le candidat peut prendre appui, au cours de l'entretien, sur son expérience acquise au cours d'un stage de sensibilisation au métier de professeur ou au cours d'expériences professionnelles antérieures. Le candidat doit démontrer sa capacité à :

- comprendre, analyser et synthétiser un document ;
- réfléchir sur les approches didactiques et pédagogiques de l'enseignement ;
- communiquer et exprimer une réflexion construite et argumentée sur les responsabilités des professeurs des écoles dans la transmission de valeurs, d'une culture, sur le rôle de l'école dans la société ;
- s'exprimer oralement et communiquer.

Sujet N° 1

Intitulé : Le rôle des parents

Sources documentaires :

1/ Article de Bernard LAHIRE, site du MEN - Education Prioritaire / Parents-Ecole, page 2.

2/ Guide des parents : votre enfant à l'école, pages 3 et 4.

Si l'on ne prend pas au sérieux les demandes des familles populaires, comment espérer instaurer des liens positifs avec elles ?

Bernard LAHIRE, professeur de sociologie, Université Lumière Lyon 2, institut Universitaire de France

Les attentes des milieux populaires par rapport à l'école

Les attentes des familles populaires vis-à-vis de l'école sont énormes, même lorsqu'on s'imagine, à partir d'une interprétation trop rapide et injuste des résultats scolaires des enfants, que les parents se désintéressent totalement de la scolarité de leurs enfants. Il y a une différence entre "désintérêt" (ce qui suppose une responsabilité morale) et "délégation" (qui est le produit d'une distance terrible à l'égard de l'institution, de ce qui s'y fait, de ses enjeux propres, etc.). Bien entendu, il existe des parents qui ne sont pas en situation favorable pour s'intéresser à l'école (par soucis matériels, économiques, etc., divers), mais il serait injuste de présupposer une indifférence coupable. Ce genre de jugement très dur à l'égard d'une partie des milieux populaires est typiquement ethnocentrique : il est émis par des membres des classes moyennes et supérieures que la précarité économique ou professionnelle, le chômage, l'incertitude généralisée en termes d'avenir ne frappent pas de plein fouet. Il faut beaucoup de conditions sociales favorables (économiques et culturelles) pour qu'on ait un univers familial orienté naturellement vers l'intérêt scolaire de l'enfant.

Les parents des milieux populaires expriment leur volonté globale de voir leurs enfants "s'en sortir" mieux qu'eux (au sens où ils auraient un travail moins dur, moins dégradant, plus stable, etc.) et ils savent dans la grande majorité des cas que l'école est un levier fondamental de cette ascension sociale, même minime.

L'école répond-elle à ces attentes ?

L'école déçoit de plus en plus les attentes des parents, dans le sens où l'inflation des diplômes fait nécessairement baisser leur valeur sur le marché de l'emploi. Mais c'est l'école en tant que dispensatrice d'assurance professionnelle (et tout ce qui va avec : stabilité matérielle, possibilité d'un projet familial, etc.) qui déçoit les attentes, pas l'école « transmetteuse de savoirs ».

Je crois qu'aujourd'hui les pédagogies modernes qui prônent de plus en plus l'autonomie de l'enfant privilégient, sans toujours bien le savoir, des modèles d'action et d'incitation scolaires qui présupposent un long, patient et précocement travail éducatif familial. Or ce travail existe dans certaines familles (celles appartenant aux classes moyennes et aux classes supérieures) mais pas nécessairement dans les familles de milieux populaires. Ces pédagogies risquent donc - tout en développant un discours très généreux sur l'accession de tous à l'autonomie, à la responsabilité et à la citoyenneté (qui pourrait s'opposer à un tel programme ?) - d'être productrices de nouvelles inégalités. Je me demande aussi, pour travailler depuis trois ans sur la construction de l'autonomie à l'école primaire, si la pédagogie différenciée ne conduit pas parfois à une acceptation tacite des différences socialement produites : sous prétexte de respecter les rythmes de chacun, ce sont en définitive des différences entre groupes sociaux que l'on enregistre et - ce qui est plus grave - que l'on légitime parfois avec un tel discours pédagogique.

Les relations familles-école

Tout ne passe pas par les relations directes, les interactions avec les parents des élèves. Cette insistance sur les relations parents-enseignants (familles-école) en matière de lutte contre "l'échec scolaire" révèle souvent une conception un peu idéaliste de la communication qui ne voit les problèmes sociaux que comme des "problèmes de communication" ou de "manque de dialogue". Si les sociologues ont pu parler de "malentendu culturel" pour rendre compte des inégalités sociales devant l'école, il faudrait toujours rajouter que ce n'est pas le genre de malentendu qui se résout par la simple conversation ou le dialogue. Ce sont des "malentendus" profonds, liés à une situation sociale et historique structurelle et non à des "déficits de communication" qui existeraient entre individus. Ils ont à voir avec plusieurs siècles d'alphabétisation et de scolarisation différenciées, avec un siècle d'accès différencié à la culture légitime, avec des structurations durables de nos formations sociales en classes sociales, etc. On ne fait pas tomber les malentendus engendrés par des différences de conditions d'existence (matérielles et symboliques) en mettant les gens "en relation" ou en "interaction". Car ces "relations" ou "interactions" peuvent être, si l'on n'y prend pas garde, productrices elles-mêmes de "malentendus".

Cela ne signifie pas qu'il faille abandonner totalement l'idée de créer des liens entre l'école et les familles, mais un tel projet supposerait de s'interroger préalablement sur les conditions favorables à une telle relation. On sait, désormais, que la "réunion d'information" est un lieu à faible "rentabilité informationnelle" ! Il s'agit d'un espace public, formel et légitime de parole auquel les personnes les plus dépourvues de diplômes n'ont guère envie d'être confrontées (venir dans ces réunions et prendre la parole en public n'est pas une chose aisée, surtout si l'on a le sentiment de ne pas être légitime). D'autres modes de "contacts" sont à inventer. Et l'on doit, au bout du compte, respecter aussi le fait que lorsque les parents travaillent tous les deux, que les soucis économiques ou familiaux sont grands, etc., ils ne puissent tout simplement pas se rendre à l'école. Pourquoi faire planer sur eux le soupçon d'une "démission parentale" ? Mais il faudrait surtout commencer par prendre l'habitude de respecter les demandes, et parfois même les critiques, émises par les parents de milieux populaires. Je pense ici à une enseignante d'école primaire interviewée qui mettait en place avec ses collègues de nombreuses activités pour développer "l'autonomie" au sein de son école. Elle évoque l'incompréhension des parents de milieux populaires qui trouvent que, dans cette école, les enfants ne font que "jouer". Elle balaie alors (trop) rapidement cette critique en disant, de manière assez violente : "C'est vrai qu'il y a des parents qui ne savent pas ce que c'est qu'apprendre". Je ne suis pas sûr qu'il n'y ait pas parfois plus de réalisme pédagogique du côté de ces familles que du côté des acteurs de l'éducation. Si l'on ne prend pas au sérieux les demandes (perçues comme "traditionnelles" et donc obsolètes) des familles populaires (ce qui ne veut pas dire accéder à toutes ces demandes), comment espérer instaurer des liens positifs avec elles ?

2 Votre rôle de parent d'élève

Accompagner votre enfant dans sa scolarité

Accompagner votre enfant dans sa scolarité, c'est d'abord vous tenir régulièrement informé de ce qui se passe dans la classe et à l'école, et saisir autant que possible les occasions d'y être présent. C'est aussi encourager votre enfant et le soutenir dans ses efforts pour réussir.

C'est encore l'aider à développer son sens des responsabilités, lui apprendre le respect de lui-même et des autres ainsi que l'utilité des règles de vie en commun.

Il faut également veiller à ce qu'il observe une certaine hygiène de vie qui le rendra plus disponible pour apprendre (voir «*L'école et la santé de votre enfant*», p. 14).

Être informé

En tant que parent, membre de la communauté éducative, **vous disposez de droits reconnus et garantis par le Code de l'éducation.**

Vous pouvez exercer votre droit à l'information de manière individuelle ou collective.

Le premier de vos droits est d'être informé,

directement et régulièrement, lors des rencontres personnelles avec l'enseignant, des progrès et des difficultés de votre enfant, des mesures éventuellement prises pour l'aider ainsi que de son comportement à l'école.

Beaucoup de questions étant communes à tous les parents, le directeur organise au moins deux fois par an et par classe une rencontre, qui peut prendre différentes formes, entre les parents et les enseignants.

Les parents sont tenus régulièrement informés des résultats et du comportement scolaires de leurs enfants, notamment par l'intermédiaire du livret scolaire.

Le directeur veille à ce qu'une réponse soit donnée aux demandes d'informations et d'entrevues présentées par les parents.

Lors de sa première réunion, le conseil d'école examine les conditions d'organisation du dialogue avec les parents. Il peut prévoir toute action supplémentaire pour tenir compte des spécificités locales et des orientations du projet d'école.

Les heures de réunions doivent être compatibles avec les horaires de travail des parents.

Participer à la vie de l'école

Le plus sûr moyen de participer à la vie de l'école est de voter **lors** de l'élection des délégués de parents qui siègent au conseil d'école et, pourquoi pas, de poser votre candidature comme délégué des parents de la classe où se trouve votre enfant.

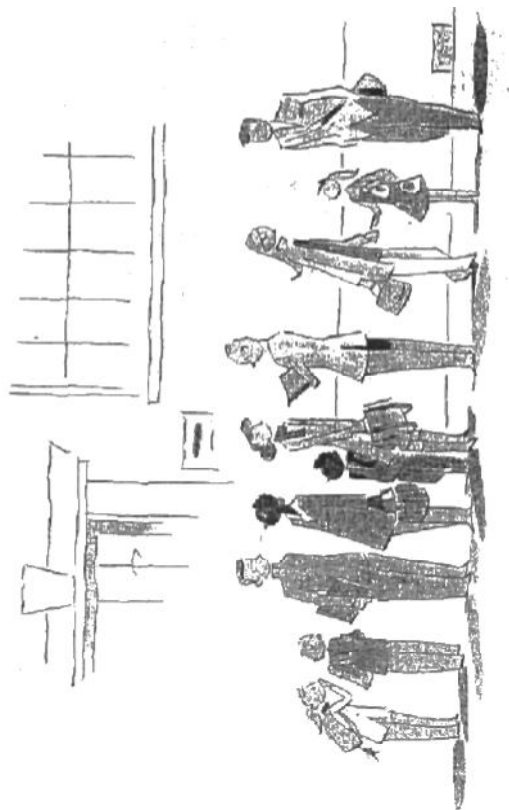
Le parent délégué assure un lien entre l'équipe éducative (directeur, enseignants, médecin scolaire et assistante sociale) et les autres parents ; il assiste au conseil d'école.

A quoi sert le conseil d'école ?

Le conseil d'école vote le règlement intérieur et adopte le projet d'école. Il donne des avis et fait des suggestions sur le fonctionnement et sur toutes les questions intéressant la vie de l'école [intégration des enfants handicapés, activités périscolaires, restauration scolaire, hygiène, sécurité des enfants]. Il peut proposer un projet d'organisation du temps scolaire.

Adhérer à une association de parents

L'adhésion à une association de parents n'est pas obligatoire mais elle est conseillée si vous souhaitez participer à la vie de l'école. Le rôle des associations de parents d'élèves est reconnu dans le décret n° 2006-935 du 28 juillet 2006.



Élire des délégués

Les représentants des parents au conseil d'école (un par classe) sont élus chaque année, au milieu du mois d'octobre.

Vous pouvez voter au bureau de vote ouvert à l'école ou par correspondance.

Chaque parent, quelle que soit sa situation [marié ou non, séparé, divorcé...] est électeur et éligible.

L'élection a lieu au scrutin de liste à la représentation proportionnelle. Chaque liste doit comporter au moins deux noms et, au plus, le double du nombre de sièges à pourvoir.

Vous pouvez constituer une liste, même si vous n'êtes pas membre de l'association de parents d'élèves représentée dans l'école que fréquente votre enfant.

Les délégués participent au bon fonctionnement de l'école et peuvent faire valoir utilement le point de vue des familles. Aussi leur élection est-elle un acte important pour chaque parent.

Pour toute information, vous pouvez vous adresser à l'inspection académique du département.

Dialogue et recours possibles

Vous vous interrogez sur la scolarité de votre enfant ou sur sa vie en classe ? N'hésitez pas à demander un rendez-vous personnel à l'enseignant responsable de sa classe. Dans tous les cas, c'est votre premier interlocuteur. L'enseignant, tout comme le directeur de l'école, est tenu de donner suite à vos demandes d'informations ou de rendez-vous.

Si vous ne comprenez pas ou si vous n'êtes pas d'accord avec une décision concernant votre enfant, la première démarche consiste à dialoguer avec l'enseignant responsable de la classe de votre enfant. Le cas échéant, vous en parlerez aussi avec le directeur ou la directrice de l'école qui est responsable du bon fonctionnement de l'école.

Si nécessaire, vous pourrez ensuite demander conseil à l'inspecteur de l'Éducation nationale du secteur.

Si vous n'êtes pas d'accord avec la décision du conseil des maîtres de prolonger d'un an la présence de votre enfant dans un cycle, vous avez quinze jours, à compter de la réception du courrier, pour déposer un recours auprès de l'inspecteur d'académie, au chef-lieu du département de votre résidence.

Vous le ferez par courrier en expliquant les raisons de votre désaccord.

Le recours est examiné par

une commission départementale d'appel.

Celle-ci compte quatorze membres, dont quatre représentants des parents. Ceux-ci sont nommés par l'inspecteur d'académie [qui préside la commission] sur proposition des associations de parents représentatives dans le département où se trouve l'école de votre enfant.

Si le désaccord persiste, vous pouvez formuler un recours auprès du médiateur nommé dans chaque académie par l'Éducation nationale